

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**  
**SOCIETE CIVILE ENVIRONNEMENTALE**



**Groupe de Travail Climat REDD Rénové**  
**GTCRR**  
**COORDINATION NATIONALE**

**Participation au treizième Forum sur la Gouvernance Forestière, organisé à Brazzaville en République du Congo**

Rapport



Avec l'appui de l'Institut Européen pour les Forêts (EFI) et le Réseau National des Observateurs Indépendants (RENOI)

**Mai 2022**

## Table des matières

<b>I. Résumé exécutif</b> .....	1
<b>II. Introduction</b> .....	3
1. Objectifs .....	3
2. Durée.....	3
<b>III. Déroulement du Forum</b> .....	3
1. Du Forum sur la Gouvernance Forestière (FGF) et des leçons apprises .....	3
Leçons tirées en rapport avec les droits des communautés.....	4
Leçons tirées des différentes sessions des travaux en rapport avec la REDD+ .....	6
2. Echanges et réseautages.....	7
3. Difficultés rencontrées.....	7
<b>IV. Conclusion</b> .....	8
<b>V. Annexe</b> .....	9
Composition des délégués du GTCRR présents au forum et personnes rencontrées .....	9

## Liste des acronymes

<b>APEM</b>	Association pour la Protection des Espèces menacées
<b>CAFI</b>	Central African Forest Initiative
<b>CCNUCC</b>	Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
<b>CDN</b>	Contribution Déterminée Nationale
<b>CFLEDD</b>	Coalition des Femmes Leaders pour l'Environnement et le Développement Durable
<b>CIDT</b>	Centre for International Development and Training
<b>CIFOR</b>	Center for International Forestry Research (Centre de Recherche Forestière Internationale)
<b>CJJ</b>	Comptoir Juridique Junior
<b>COMIFAC</b>	Commission des Forêts d'Afrique Centrale
<b>CoP</b>	Conférence of Parties (Conférence des Parties)
<b>CoP 26</b>	26 <sup>ème</sup> Conférence des Parties des Nations Unies pour l'Environnement
<b>EFI</b>	European Forest Institute (Institut Européen de la forêt)
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organization of United Nations (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)
<b>FCDO</b>	Foreign, Commonwealth and Development Office
<b>FGF</b>	Forum sur la Gouvernance Forestière
<b>FLEGT</b>	Forest Law Enforcement Governance and Trade (Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux)
<b>FODER</b>	Forêts et Développement Rural
<b>GIZ</b>	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence allemande de coopération internationale pour le développement)
<b>GTCRR</b>	Groupe de Travail Climat REDD+ Rénové
<b>InFIT</b>	International Forest Investment & Trade (Investissement et commerce international sur les forêts)
<b>MRV</b>	Measurement, Reporting and Verification (mécanisme de mesure, notification et vérification)
<b>NICFI</b>	Norway's International Climate and Forest Initiative (Initiative Norvégienne Internationale pour le Climat et les forêts)
<b>OIE</b>	Observation Indépendante Externe
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>RC</b>	République du Congo
<b>RCA</b>	République Centrafricaine
<b>REDD+</b>	Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
<b>RENOI</b>	Réseau National des Observateurs Indépendants
<b>SNOIE</b>	Système Normalisé d'Observation Indépendante
<b>SVLB</b>	Système de Vérification de la Légalité du Bois
<b>UNICONGO</b>	Union Patronale des Entreprises du Congo
<b>WRI</b>	World Resource Institute

## I. Résumé exécutif

Le Forum sur la Gouvernance Forestière (FGF) est une rencontre sous régionale réunissant la majorité des acteurs de la sous-région œuvrant sur les questions de gouvernance forestière. En raison de l'avènement de la COVID 19, à la suite du dernier forum organisé en 2018, il a été pratiquement impossible d'avoir une rencontre physique des acteurs au FGF. Ce forum a été donc une belle opportunité de pouvoir interagir à nouveau en présentiel afin d'examiner les défis de la gestion des ressources naturelles, plus particulièrement les forêts face à différents enjeux qui s'impose au secteur dont le changement climatique.

La 13<sup>ème</sup> session du FGF a été organisé du 23 au 24 mai à Brazzaville, dans la grande salle du Grand Lancaster Hotel, grâce aux fonds de l'Union Européenne et du « Norway's International Climate and Forest Initiative (NICFI) » par le « Centre International Development and Training (CIDT) » de l'Université de Wolverhampton en Angleterre en collaboration avec plusieurs acteurs de la société civile dont le Comptoir Juridique Junior (CJJ) qui était en tête de file. Il a réuni plus de 200 personnes venant d'organisations de la société civile tant nationales qu'internationale, des Ministères en charge des forêts en République du Congo comme de la République de Côte d'Ivoire et d'autres ministères en interaction avec celui des forêts (aménagement du territoire notamment), des représentants de l'autorité coutumière venus de la Côte d'Ivoire, d'institutions de recherche ainsi que du secteur privé.

Les travaux ont été organisé en huit session avec en marge un panel de haut niveau sur les processus de réformes du secteur forestier en République du Congo. Ce FGF a eu l'opportunité d'être lancé par Madame la Ministre de l'Economie Forestière et de l'ambassadeur de l'Union Européenne en République du Congo.

La participation du Groupe de Travail Climat REDD (GTCRR) à ce forum s'inscrit dans le cadre des missions que le GTCRR s'est assigné parmi lesquelles la mobilisation des experts en vue de prendre part aux processus ayant trait aux changements climatiques pour soit alerter ou hisser la question de la protection de la planète au niveau des agendas politiques-y compris pour les récuser- mais aussi les arguments techniques et scientifiques sur les moyens d'objectiver le réchauffement climatique, voire le limiter. Cela passe entre autres par sa participation aux fora régionaux comme internationaux.

La participation du GTCRR à ce forum a été possible grâce aux fonds du « The Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) » à travers l'Institut Européen de la forêt (EFI) ; ceux de l'Union Européenne à travers le Réseau National des Observateurs Indépendants (RENOI) en République Démocratique du Congo, ceux de la « Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ) », agence allemande de coopération internationale pour le développement, ainsi qu'avec des ressources personnelles de certains de ses membres.

Le présent rapport retrace globalement les principales leçons tirées de cet évènement en lien avec la thématique REDD+ et de manière particulière reflète les avis des délégués du GTCRR ayant bénéficié de l'appui d'EFI.

Un des moments forts de ce forum lors de sa clôture a été marqué par la commémoration du cinquantième anniversaire du CIDT sous forme de rétrospective de ses actions clés durant un demi-siècle dans la sous-région. Cela a donné aux participants un aperçu des efforts fournis par cette institution pour l'avancée de la gouvernance forestière dans la sous-région.

## II. Introduction

### 1. Objectifs

Les principaux objectifs poursuivis par les délégués du GTCRR ayant participé à ce forum sur la gouvernance forestière étaient d'une part de partager les connaissances sur la REDD+ en tant que pionnier en la matière dans la sous-région et d'autre part ; de renforcer le réseautage en vue de construire des plaidoyers plus solides en matière climatique et de défense des droits des communautés locales et peuples autochtones.

### 2. Durée

Les délégués du GTCRR appuyé notamment par EFI dont le séjour est allé du 22 au 26 mai 2022 ont consacré deux journées aux travaux du FGF et en marge du forum ont établi durant une journée des contacts pour créer des passerelles de collaboration avec d'autres organisations intéressées par les questions climatiques.

## III. Déroulement du Forum

### 1. Du Forum sur la Gouvernance Forestière (FGF) et des leçons apprises

Le Forum sur la Gouvernance Forestière se veut une plateforme d'échange d'idées, d'expériences et des connaissances, réunissant plusieurs participants provenant des pays du bassin du Congo et au-delà.

Les travaux de ce forum, la 2<sup>ème</sup> du genre à se tenir à Brazzaville, ont été axés sur un panel de haut niveau qui a planché sur le processus de réformes du secteur forestier en République du Congo et sur huit sessions thématiques dont trois sessions parallèles, et ce, avec l'interprétation simultanée anglais-français qui était disponible.

Ces travaux ont été également marqués par une cérémonie d'ouverture haute en couleur et un panel et discours de clôture.

La cérémonie d'ouverture, avec comme maître de cérémonie M. Henri Boukoulou ; a connu quatre temps forts, à savoir :

- le propos liminaire de remerciement de M. Lilian BARROS, Représentant de CJJ, et la société civile du Congo ;
- le propos liminaire d'encouragement du Professeur Philip Dearden, Représentant de l'Université of Wolverhampton
- le Mot de circonstance de S.E.M. Giacomo DURAZZO, Ambassadeur de l'Union Européenne en République du Congo

- le Discours d'ouverture de Madame Rosalie MATONDO, Ministre de l'Economie Forestière de la République du Congo, lu par son Directeur de cabinet adjoint après les excuses de Madame la Ministre appelée à prendre part au conseil des ministres.

Ensuite est intervenu le panel de haut niveau, modéré par M. Symphorien Azantsa. Les échanges au cours de ce panel ont tourné autour de la lecture de chaque partie prenante sur le processus de réformes du secteur forestier en République du Congo. Cinq intervenants ont pris tour à tour la parole. Il s'est agi de :

- Madame Rosalie Matondo, Ministre de l'Economie Forestière, République du Congo représentée par son directeur de cabinet ;
- S.E. M. Giacomo DURAZZO, Ambassadeur de l'Union européenne en République du Congo
- Dr Raymond MBITIKON, co-Facilitateur, partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo
- Monsieur Grégoire NKEOUA, Union Patronale des entreprises du Congo (UNICONGO), République du Congo
- Mme Inès Gady MVOUKANI, Comptoir Juridique Junior.

#### Leçons tirées en rapport avec les droits des communautés

- *La révision de la loi forestière en République du Congo a offert une opportunité à la société civile d'y intégrer les droits des communautés locales et peuples autochtones cependant les textes d'application tardent encore à être pris, ce qui fait que leur niveau de participation reste faible*
- *Les défis du secteur forestier sont communs dans la sous-région : superposition des titres à traiter surtout dans les zones de conservation, transparence et redevabilité à renforcer, besoin de consolidation des statistiques forestières, effort à fournir dans la sécurisation des droits fonciers coutumiers, besoin de coordination des actions de la société civile, encadrement de l'exploitation artisanale, meilleure couverture et gestion de fonds de développement communautaire, etc.*

Enfin se sont succédé les différentes sessions thématiques, dont trois la première journée et 5 la deuxième et dernière journée.

Les différentes sessions ont traité successivement des thématiques suivantes :

SESSIONS	THEMATIQUES
1	Mise à jour sur le FLEGT et les processus régionaux de gouvernance forestière
2	Lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts du bassin du Congo par l'initiative « Déforestation zéro »
3	Suivi indépendant des forêts : mise à jour et orientations futures
4	Session spéciale sur la coopération Chine-Afrique pour promouvoir le commerce des produits forestiers durables et les investissements verts - Du point de vue de la recherche et des pratiques du programme China-UK Collaboration on International Forest Investment & Trade (InFIT)
5	S'appuyer sur la COP26 pour défendre une action climatique inclusive et ambitieuse
6	○ <u>Session 6A</u> : Renforcement de l'application de la loi et de la lutte contre la criminalité forestière, la criminalité liée aux espèces sauvages et la corruption
	○ <u>Session 6B</u> : Outils développés par le Programme de gestion durable de la faune sauvage en République du Congo et au-delà (Bureau sous régional de la FAO)
7	○ <u>Session 7A</u> : Forêts, Aménagement du Territoire et Développement Local
	○ <u>Session 7B</u> : Engagement des parties prenantes dans la restauration, la conservation et le suivi des paysages
8	○ <u>Session 8A</u> : Vers une efficacité accrue de la surveillance indépendante des forêts
	○ <u>Session 8B</u> : Participation effective des peuples autochtones et des communautés locales et intégration du genre dans la gouvernance forestière.

Comme on peut s'en rendre compte, les deux journées ont offert des perspectives passionnantes sur les thèmes suivants :

- APV-FLEGT, REDD+, zéro déforestation, agro-industrie et conversion des terres et les autres initiatives visant à améliorer la conservation des forêts, la réduction de la déforestation, la lutte contre la dégradation des forêts et l'exploitation forestière illégale.
- Mises à jour sur l'après-COP26 et l'état d'avancement, les CDN, le rôle du secteur privé et le commerce illégal d'espèces sauvages.
- Observation des forêts améliorant la transparence, la redevabilité dans les secteurs forestier et foncier, ainsi que le changement climatique - mise en œuvre de l'annexe sur la transparence et le SVLB, MRV.
- Gouvernance forestière ayant un impact sur les moyens de subsistance, la foresterie communautaire, le genre, le régime foncier et les droits des peuples autochtones.

- Approches régionales et internationales pour la gouvernance forestière, la conservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique.
- Actions du secteur privé pour promouvoir la bonne gouvernance, la légalité, la certification.
- Partage des bénéfices, perception des recettes et développement local liés aux forêts.
- Le rôle des législateurs et la coordination interministérielle.

Les sessions 7A et 8B ont permis aux délégués du GTCRR de pouvoir partager l'expérience de la République Démocratique du Congo en matière d'aménagement à l'échelle communautaire via le processus d'aménagement du territoire et de foresterie communautaire, de partager l'opportunité qu'a offert la réforme foncière et celle de l'aménagement du territoire pour la prise en compte du genre dans les questions de climatiques ainsi que les perspectives qui se dessinent pour la prise en compte du genre dans le cadre de la réforme sur l'agriculture durable.

### Leçons tirées des différentes sessions des travaux en rapport avec la REDD+

- *D'après l'expérience de la République du Congo, dans notre contexte, la qualité de la connexion internet est une des contraintes à prendre en compte dans la mise en place d'un système de vérification de la légalité*
- *D'après l'étude menée par le CIFOR sur le processus APV FLEGT dans la sous-région, ce processus devrait se poursuivre au-delà des négociations cependant il y a nécessité de transformer la manière d'accompagner la société civile comme les communautés à travers l'observation indépendante*
- *La société civile devrait renforcer des capacités internes pour accroître sa participation au processus APV comme celui de la REDD+*
- *Les challenges de l'OIF après un peu plus d'une décennie de mise en œuvre sont : l'accès à l'information, la précarité financière, l'arrivée des entreprises à capitaux asiatiques dans le secteur forestier*
- *La volonté politique est déterminante pour l'aboutissement des différents processus en matière de gouvernance forestière dont l'APV FLEGT/ cas du Ghana*
- *D'après l'étude menée par EFI sur les CDN dans 5 pays (RDC, RCA, RC, Gabon et Cameroun) de la sous-région, la RDC a transmis à la CCNUCC l'une des CDN avec un haut niveau de conformité*
- *D'après l'étude menée par « Transparency international » et FERN au sujet de la finance climatique, il faut retenir que : (i) il est encore précoce de palper l'impact des financements sur le climat/ CFI sur les CLPA, (ii) ces financements sont en concurrence avec les exploitants des ressources naturelles, (iii) l'APV FLEGT constitue une norme sur laquelle la finance climatique peut s'appuyer, (iv) le suivi-évaluation reste encore à améliorer*
- *D'après l'expérience camerounaise sur la prise en compte du genre dans le processus de gouvernance forestière : il y a encore une cécité de genre dans plusieurs textes, il y a donc la nécessité de capitaliser sur les chefs traditionnels pour de meilleurs résultats et un besoin en renforcement des capacités des femmes en milieu rural.*

Le panel de clôture et discours de clôture, qui ont été à nouveau modérés par M. Henri Boukoulou ont connu trois temps forts, à savoir :

- l'appel aux modérateurs des sessions de déposer au secrétariat un résumé des échanges en vue de l'élaboration du communiqué final du forum ;
- les mots de circonstance – Prof Aurelian Mbzibain, Project Manager, & Prof Philip Dearden, Directeur du CIDT et professeur à l'Université of Wolverhampton au cours desquels ils ont présentés le parcours du CIDT, de sa création à cette année au cours de laquelle l'on célèbre son cinquantième anniversaire ;
- la clôture officielle du Forum par le Directeur de cabinet adjoint de Madame la Ministre de l'Économie forestière empêchée.

## 2. Echanges et réseautages

La délégation a mis à profit son séjour pour échanger avec les collègues des autres pays de la sous-région et certains partenaires techniques.

L'échange avec FODER sur leur expérience dans la mise en œuvre du SNOIE a permis à la délégation de se rendre compte de l'avancée de l'OIE à travers la certification ISO.

L'entretien avec CIDT et WRI a permis de mieux cerner les priorités de ces deux partenaires sur les questions de finance climatique et en matière de gouvernance forestière dans le contexte actuel.

## 3. Difficultés rencontrées

Ce forum a été une opportunité d'interagir avec de nombreux acteurs et de mettre en place une dynamique transformationnelle. Cependant, le temps consacré pendant le forum aux échanges a été très limité en raison du fait que l'agenda était trop serré.

## IV. Conclusion

Les communications et interventions enregistrées au cours de ces deux journées ont ainsi permis aux participants de :

- Mettre en vedette les réalisations, et démontrer l'expertise et l'expérience des différentes parties prenantes en termes d'implication et d'engagement des acteurs non étatiques, du secteur privé et du gouvernement dans la gouvernance forestière et foncière en République du Congo en particulier, et dans le bassin du Congo en général.
- Influencer les décideurs de politiques et le gouvernement pour qu'ils soutiennent les actions qui améliorent la conservation des forêts, la gouvernance et les efforts déployés pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.
- Fournir aux acteurs non étatiques, notamment les peuples autochtones, les communautés locales et autres groupes marginalisés, une plateforme, un cadre approprié et la participation au dialogue avec les décideurs, les gouvernements, le secteur privé, ainsi que les partenaires financiers.

## V. Annexe

### Composition des délégués du GTCRR présents au forum et personnes rencontrées

	NOM, PRENOM	ORGANISATION	OBSERVATIONS
<b>Composition de la délégation du GTCRR appuyé par EFI</b>			
01	Igerha Bampa	CN GTCRR	Coordinatrice de la mission
02	Guy Kajemba	CN GTCRR	Chef de la délégation
03	Jean-Marie Nkanda	RRN	Membre de la délégation
<b>Composition de la délégation du GTCRR appuyé par RENOI</b>			
01	Barthelemy BOIKA	CEDEN	Membre de la délégation
02	Essylot LUBALA	RENOI	Membre de la délégation
03	Serge BONDO	OGF	Membre de la délégation
04	Trésor NGILIMA	APEM	Membre de la délégation
<b>Autres délégués du GTCRR</b>			
01	Afy MALUNGU	Pulitzer Center for Crisis Reporter/ CFLEDD	
02	Annie SINANDUKU	GTCRR/ Maniema	
03	Jean-Roger BIANDA	CEFRA	Membre de la délégation
04	Roger CISHUGI	CEFRA	Membre de la délégation
<b>Personnes rencontrées (échanges établis)</b>			
01	Achille DJEAGOU	WRI	
02	Aurelian MBZIBAIN	CIDT	
03	Laurence WETE SOH	FODER	
04	Richard NYIRENDA	CIDT	
05	Rodrigue NGOZO	FODER/ CI	

**GROUPE DE TRAVAIL CLIMAT REDD RÉNOVÉ**

2, avenue Kanga, Q. SOCIMAT Commune de la Gombe Kinshasa RD-Congo

Contact : +243 998 085 861 +243 81 800 93 95

[www.gtcrr-rdc.org](http://www.gtcrr-rdc.org) | [contact@gtcrr-rdc.org](mailto:contact@gtcrr-rdc.org)

